

Administration Fédérale des Finances
Section Monnaie
RF/rfurss.txt

Berne, le 10.12.1990

Note au Directeur Gygi
Concerne: aide financière à l'Union Soviétique

A votre demande

Parler de crise économique et financière en Union Soviétique est un doux euphémisme. Le pays est politiquement au bord de l'éclatement, économiquement il se débat dans un marasme proche de l'anarchie. Le passage à l'économie de marché n'est pas une chose aisée, les transformations nécessaires induisent des coûts énormes, qui commencent à être découverts en Union Soviétique. Avec quelques chiffres, d'origine soviétique, un éclairage est donné à la réalité économique soviétique. Ce n'est qu'en deuxième temps que l'on doit se poser la question (néanmoins centrale) de la coordination de l'aide financière occidentale.

A. Situation économique et financière

Tableau 1

Economie dom.	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989e</u>	<u>1990p</u>	<u>1991p</u>
PNB réel (en milliards de Rb)	808,6	853,1	878,7	857,7	777,0
Variation en %	2,9	5,5	3,0	-2,4	-9,4
Consommation variation en %	2,8	4,6	6,0	-1,0	-5,0
Investissement variation en %	-5,6	4,6	-5,4	-7,8	-28,6
Inflation	1,5	0,5	2,0	5,0	15,0

Le tableau 1 donne un instantané de la situation de l'économie réelle. Il faut donc prendre note de la décroissance sensible du PNB, il faut particulièrement s'inquiéter, dans une optique de long terme, de l'effondrement de l'investissement. Partant de l'idée que la vérité des prix est progressivement introduite, on devrait assister à une augmentation importante de l'inflation ouverte, reflétant mieux l'excès de demande et/ou l'excès d'offre de monnaie. Une dernière remarque pour expliquer les taux d'inflation faible du début de la période. La raison tient à la méthode utilisée, car les taux indiqués ne prennent pas en compte l'inflation dissimulée et réprimée, par conséquent l'inflation est nettement sousestimée.

Tableau 2

Balance ext. (en millions de \$)	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989e</u>	<u>1990p</u>	<u>1991p</u>
Balance comm.	6163	2634	-2105	-2500	-2500
Balance services revenus et transferts.	-200	-262	-1567	-2200	-700
Compte courant	5963	2372	-3672	-4700	-3200

La première remarque concerne la balance commerciale qui s'est inversée depuis 1988. Par un effet de prix, la baisse en volume des exportations s'est quand même exprimée en une augmentation en valeur des exportations. Cependant cette augmentation n'a pas compensé pas la formidable augmentation des importations depuis 1987, même si cette tendance s'est infléchie depuis le deuxième trimestre 1990. Avec l'introduction des réformes dans le commerce extérieure, la pression des importations reste très forte, mais ce sont les contraintes financières extérieures (accès au marché financier réduit), qui limitent maintenant cette évolution. L'industrie d'exportation, compte tenu du désordre économique domestique, n'est plus apte à fournir les revenus suffisants pour financer les importations, en technologie et en céréales, nécessaires au développement économique de l'Union Soviétique. L'URSS dépendra donc plus encore des créiteurs officiels pour ses emprunts en 1991. Ces remarques sont aussi valables pour la balance commerciale en devises non convertibles. Les exportations vers les pays du CAEM ont baissé de 12% en 1990 en termes de dollars, même si la baisse en volume a été moins sensible. Les importations en provenance des pays du CAEM baissent également, dans une moindre mesure (-4%), en raison des mauvais résultats des économies de l'Europe de l'Est.

Tableau 3

Endettement en devises conv. (mrds de \$)	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989e</u>	<u>1990p</u>	<u>1991p</u>
Dette ext. en devises conv	37,821	42,234	51,661	53,986	54,626
Service total de la dette	8,405	7,347	9,107	10,080	10,545

L'endettement soviétique est en augmentation notoire en 1990. Le service de la dette a augmenté plus rapidement que la dette, en effet ce dernier a crû de 10,7% pendant que la dette n'augmentait de 4,5%. La situation dans ce domaine

s'est donc détériorée. Pour conclure ce rapide survol de la situation financière, il est intéressant de déterminer l'origine des crédits obtenus. On se rend compte que la part des emprunts privés baisse relativement et par conséquent que l'Union Soviétique n'a d'accès au marché financier qu'à travers les crédateurs bilatéraux officiels. Le tableau 4 fait cette constatation.

Tableau 4

Origine des emprunts (mrd \$)	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989e</u>	<u>1990p</u>	<u>1991p</u>
Institutions financières internationales	0	0	0	0	0
Créditeurs officiels	13,929	13,663	15,470	20,427	24,644
Banques comm.	22,519	27,193	33,170	28,659	26,013
Autres crédateurs privés	1,373	1,378	3,021	4,899	3,969

B. Aide financière à l'Union Soviétique

Nous avons mis en évidence que tant les développements internes, qu'externes pourraient remettre en cause l'évolution politique et économique. De plus le manque de cohérence et le caractère partielle des réformes ont accentué la dégradation de l'économie. Par conséquent une aide financière s'impose. Sans prévoir le profil d'une telle assistance occidentale, les éléments suivants devraient entrer en considération, selon la Communauté Européenne:

- mise en place d'un fonds de stabilisation (au minimum 5 milliards de dollars);
- aide à la balance des paiements sur plusieurs années, le montant n'est pas estimé; et
- programme d'exploitation multilatérale des ressources énergétiques.

Il convient de plus de garder à l'esprit que l'opportunité d'une telle aide financière doit être conditionnée, tant par des critères politiques (respect des droits de l'Homme, processus de démocratisation et multipartisme) que par des critères économiques (engagement de réformes radicales pour rétablir une économie de marché).

La question centrale qui reste à élucider, concerne la désignation de l'institution internationale capable de jouer le rôle de coordination de l'aide financière occidentale. Cette question est d'autant plus difficile à résoudre, que les problèmes soviétiques se situent au niveau de son ordre économique et des ses structures, et réclament impérativement un traitement au niveau mondial. Mais l'absence de l'URSS des grandes institutions financières ne facilite pas son encadrement.

Les Britanniques sont d'avis, bien que leur position ne soit pas définie, que seul le FMI serait en mesure de relever le défi d'une telle action. Ils sont néanmoins conscients que l'absence soviétique au FMI d'une part, d'autre part les réticences américaines à une éventuelle adhésion, sont des obstacles importants. Cependant aucune autre organisation semble armée pour accomplir une telle tâche. En effet l'OCDE pourrait avoir un rôle très utile au niveau technique (know how), mais l'absence de moyens financiers propres rendrait un tel choix difficile. La Commission Economique Européenne ne peut espérer tenir ce rôle, compte tenu de sa composition excluant les Etats-Unis et le Japon. La Commission Economique pour l'Europe (ONU) doit être également écartée, pour les mêmes raisons (absence des Japonais). Enfin le G24 peut être une solution, un G24 élargi à la Corée du Sud, mais cela nécessiterait de trouver un nouveau centre de gravité à l'organisation, centre de gravité pas forcément monopolisé par la Communauté Européenne.

Le DFAE est conscient des obstacles, il doute qu'un consensus puisse être trouvé pour que le FMI devienne l'enceinte privilégiée d'une démarche de soutien, bien qu'il aurait non seulement l'atout de sa compétence, mais aussi son caractère global.

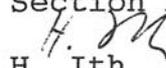
L'OFAEE pense à ce sujet que cette fonction pourrait être mieux assurée par la Banque Mondiale que par le FMI, en tenant compte de l'argumentation traditionnelle qui règle le partage de compétences entre les institutions soeurs de Bretton Woods. En effet la Banque Mondiale a acquis dans ce genre d'action une expérience plus importante et elle possède un capital humain plus adéquat. Néanmoins une collaboration étroite entre les deux institutions ne pourrait être que bénéfique.

Est-ce que la BERD pourrait assumer cette fonction? A ce sujet l'OFAEE est d'avis qu'une telle tâche est très lourde pour une organisation relativement inexpérimentée (malgré la compétence indéniable de son staff). En effet la BERD doit être confrontée, dans la période actuelle, à d'importants problèmes organisationnels et opérationnels, ce qui est incompatible avec l'ampleur et la complexité de la tâche.

- 5 -

En conclusion il est acquis que seul un cadre multilatéral à vocation globale peut être l'enceinte d'une action d'aide et d'assistance à l'URSS. Ce cadre pourrait soit s'inspirer de l'expérience du G24 dans son action en faveur de la Pologne et de la Hongrie; soit s'orienter sur l'OCDE ou quelques autres organisations internationales satisfaisant à l'équilibre mondial et incluant les trois géants économiques que sont les Etats-Unis, le Japon et la Communauté Européenne. Il faut également travailler dans le sens d'une réduction des obstacles à l'encadrement de l'Union Soviétique par les institutions de Bretton Woods. La clef de la désignation se trouve certainement dans cette direction.

Section Monnaie


H. Ith

Collaborateur: R. Ferrillo